

The Encampment Paradox: Claiming and Violating the Right to Housing

Sue-Ann MacDonald, Université de Montréal

Caroline Leblanc, Université de Sherbrooke

CAEH
Nov. 2, 2022

Sueann.macdonald@umontreal.ca

Caroline.leblanc3@ushebrooke.ca

Coresearchers: Alexandra Flynn (UBC), Joe Hermer (UofT), Kaitlin Schwan (Women's National Housing & Homelessness Network, formerly the SHIFT), Estair Van Wagner (York U)

*Informed by many community workers, advocates, and people with lived experience



Les images de: La Presse, Agence
QMI, Radio-Canada, Tribune

PRESENTATION

- Research context
- Project objectives and scope of work
- Québec spotlight
- The Right to Housing and Human Rights Claims/Violations
- Conclusion

The objective of this project was to provide the Office of the Federal Housing Advocate (OFHA, CHRC) with relevant knowledge to examine the human rights dimensions of encampments across Canada.

Research Context

1

Initiative grew out of a citizen/academic mobilization in response to dismantlement in Montréal and a denial of human rights claims, followed by a reaching out across other communities.

2

Mobilized existing research on encampments and human rights violations' already being conducted across Canada to provide « evidence » to the newly appointed Federal Housing Advocate.

SCOPE OF WORK

1

A brief literature review of key sources on human rights dimensions of informal settlements / encampments and the duties of national and sub-national governments

2

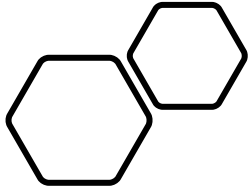
**A media scan of recent stories about encampments
(news, social and other media)**

3

A limited number of case studies to showcase local responses
Prince George and Crab Park (Vancouver) (BC)
Toronto and Hamilton (ON)
Montréal, Gatineau and Sherbrooke (QC)

4

A policy scan of select provincial-territorial, federal laws, and municipal by-laws (and/or policies and programs) affecting encampments across Canada



QUÉBEC SPOTLIGHT

Gatineau
Sherbrooke
Montréal



RÉPONSE COMMUNAUTÉ

« Faut être visible pour combattre l'itinérance »,
nomme Guylain Levasseur une personne qui
habite en campement

Personnes qui habitent en campement

Refuge vs Logement

Prévention

Enjeux de sécurité = Mobilisation

**Une liste des dons nécessaires
et éviter les surplus**

Démantèlement = augmentation des risques

Manifestation

Résident.es en cohabitation avec les campements

Vague de solidarité
(dons , entraide et électricité)

Revendique le droit d'occupation
(Manifestation et pétition)

Protestation de la présence des PHR
(pétition)

RÉPONSE COMMUNAUTAIRE

Pour Marjolaine Pruvost, coordonnatrice à la TOMS : « *Les mesures répressives, dans ce contexte, ne répondent pas à un objectif de santé publique* » (Goudreault, 2020, 4 juin).

Collectif « On ne laisse personne derrière » (ONLPD)

18 organismes en itinérance

Regroupements sectoriels
(RAPSIM, TOMS, RÉSEAU)



Déplacer vers les refuges

(Crée de l'exclusion)



Sensibilisation et soutien



Renoncer au démantèlement



Conditions décentes



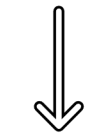
Campement vs Logement



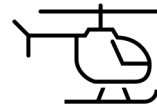
Tente vs Humains

RÉPONSE POLITIQUE

« C'était une communauté qui avait décidé de s'unir, de travailler ensemble et de se solidariser. On a défait ça, mais demain, il y aura encore des tentes. Il y a des gens qui vont mourir possiblement à cause d'un feu, à cause du froid, mais il n'y aura personne pour les voir »
(Paré, 2020, 8 décembre).



Réduction et manque de ressources



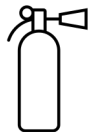
Tolérance vs Démantèlement



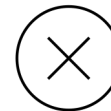
Approche communautaire vs coercitive



Calme vs Violence



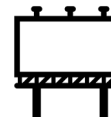
Sécurité publique



Tolérance zéro



L'opération « mise à l'abri solidaire »



Mobilisation de l'enjeu en campagne électorale



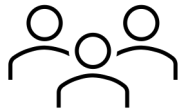
Inaction des gouvernements provinciaux et fédéraux

James Hughes de la Mission Old Brewery « *L'urgence n'est pas la seule réponse* » (Hughes, 2021, 8 mai).

RÉPONSE ACADÉMIQUE



Déclaration publique



Groupe pancanadien sur les
campements

*« Nous mettre dehors de dehors » n'est pas
une solution dit une personne qui habite en
campement*

SOLUTIONS

Les campements sont le symbole d'une absence de services et elle ajoute que « *ce sont des résidents et il faut absolument prendre en compte leurs vœux. Le problème, c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'alternatives* » (Gelper, 2021, 12 mai).



Prestations d'urgence pour les locataires résidentiels à risque d'être évincés

Subventions pour l'accès au logement

Décentraliser les services en itinérance

Offrir plus d'une option

**Sites d'hébergement extérieurs
Maison chambre
Refuge à haut seuil d'accessibilité**

Offrir des conditions concurrentielles au réseau publique pour réduire la pénurie de main d'oeuvre dans les organismes communautaire



The Right to Housing and Human Rights Claims/Violations

PRINCIPLE 1: Recognize residents of homeless encampments as rights holders

PRINCIPLE 2: Meaningful engagement and effective participation of encampment residents

PRINCIPLE 3: Prohibition of forced evictions of encampments

PRINCIPLE 4: Explore all viable alternatives to eviction

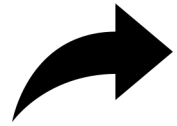
PRINCIPLE 5: Ensure that any relocation is human rights compliant

PRINCIPLE 6: Ensure encampments meet basic needs of residents consistent with human rights

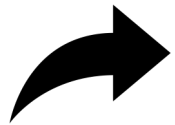
PRINCIPLE 7: Ensure human rights-based goals and outcomes, and the preservation of dignity for encampment residents

PRINCIPLE 8: Respect, protect, and fulfill the distinct rights of Indigenous Peoples in all engagements with encampments

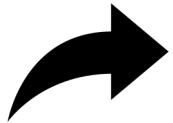
CONCLUSION



Questions ?



Save the date - Dec. 2nd – lunchtime webinar: cremis.ca



Thank you – Merci !